

F. 96 — 1731

[C — 27466]

4 JUILLET 1996

**Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993
portant création d'agences immobilières sociales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 1995 portant le budget de la Région wallonne et plus particulièrement son article 19, programme 15.04;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 13 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 1996;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 27 juin 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par les mots « arrêté du Gouvernement wallon », l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon, le § 1^{er} est remplacé par le texte :

« L'agence immobilière sociale a pour mission de promouvoir l'accès au logement salubre de personnes qui sont en situation de précarité, en recherchant la meilleure adéquation possible entre l'offre en logements potentiellement disponibles et les besoins sociaux recensés au plan local. Pour réaliser cet objectif, elle maintient, réintroduit ou crée dans le circuit locatif un maximum de logements des secteurs public et privé. »

Art. 3. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon, le § 1^{er}, 1^o, est remplacé par la disposition suivante :

« Intervenir dans les frais de gestion, de personnel et de promotion de leurs propres activités »

Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Chaque commune ne pourra être desservie que par une agence immobilière sociale. »

Art. 4. L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon est remplacé par le texte suivant :

« § 1^{er}. Moyennant l'accord du comité d'accompagnement visé à l'article 11, l'agrément du Ministre peut être accordé à l'AIS qui remplit les conditions suivantes :

1^o adopter le statut d'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juillet 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2^o fixer son champ d'action territorial dans une ou plusieurs communes comptant ensemble au moins 50 000 habitants.

Lorsque son champ d'action concerne plusieurs communes, celles-ci doivent être limitrophes.

Le Gouvernement peut déroger à ce seuil au cas où la densité au km² de la population du territoire couvert par ces communes serait inférieure à cent habitants;

3^o compter parmi ses associés, membres fondateurs, des organismes publics, à savoir :

a) obligatoirement les communes et les centres publics d'aide sociale du champ d'action territorial de l'AIS. Chaque commune et chaque centre public d'aide sociale est représenté au moins par un délégué;

b) au moins une société agréée par la Société régionale wallonne du Logement et compétente sur le territoire de l'AIS;

c) éventuellement une province ou une intercommunale;

4^o compter parmi ses associés des partenaires privés;

5^o compter un organe de gestion garantissant la représentation des communes et des centres publics d'aide sociale et comprenant un représentant désigné par le Gouvernement wallon, ces représentants siégeant avec voix délibérative;

6^o disposer d'un personnel minimal équivalent à deux temps plein constitué d'un médiateur social diplômé ou pouvant justifier d'une expérience dans le domaine social et d'un agent affecté à la prospection et à la conclusion des contrats de gestion et des contrats de bail; des effectifs de personnel plus importants peuvent être suggérés par le comité d'accompagnement visé à l'article 11, suivant le nombre de logements à gérer et les caractéristiques sociales des locataires;

7^o s'engager à faire preuve d'une activité durable et, à son initiative ou à celle des pouvoirs locaux concernés, à procéder à l'inventaire permanent des besoins des personnes sans logement et des immeubles inoccupés ainsi qu'à mettre en œuvre activement les moyens pour réaliser leur occupation;

8^o s'engager à présenter un rapport annuel et un rapport financier semestriel au(x) conseil(s) communal(aux), au(x) conseil(s) de l'aide sociale, aux membres associés et au comité d'accompagnement.

§ 2. L'AIS qui remplit les conditions visées au § 1^{er} peut accroître son champ d'action territorial au territoire d'une ou de plusieurs communes limitrophes.

Dans ce cas, l'AIS adapte sa composition conformément aux prescriptions du paragraphe 1^{er}. »

Art. 5. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon est modifié comme suit :

La première phase du texte du § 1^{er} est remplacée par le texte : « La demande d'agrément accompagnée des délibérations des organismes publics associés est adressée par l'association sans but lucratif à l'administration sous pli recommandé à la poste selon le modèle établi par le Ministre. ».

Art. 6. Les §§ 1^{er} et 2 de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon sont remplacés par le texte suivant

« § 1^{er}. L'agence immobilière sociale peut faire exécuter à sa charge des travaux d'importance réduite.

§ 2. Si l'immeuble est reconnu insalubre améliorable par l'administration, la contribution de l'agence immobilière sociale à la réfection de l'immeuble est limitée à :

l'isolation et la couverture de la toiture;

les problèmes d'humidité ascensionnelle ou gravitaire;

les cloisons et plafonnages;

l'électricité;

les équipements sanitaires;
 les menuiseries intérieures et extérieures;
 les revêtements de sol;
 le chauffage.

L'exécution de ces travaux est subordonnée à l'accord préalable du comité d'accompagnement visé à l'article 11. Le comité d'accompagnement dispose d'un délai d'un mois prenant cours à la réception de la demande pour statuer sur celle-ci. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable. »

Art. 7. A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon, avant les mots « L'AIS doit garantir un accompagnement ... », la mention « § 1^{er} » est ajoutée.

In fine, est ajouté un § 2 : « L'agence immobilière sociale est tenue d'assister le locataire expulsé dans ses démarches en vue de se reloger. ».

Art. 8. § 1^{er}. A l'alinéa 1^{er} de l'article 11, avant les mots « Un comité d'accompagnement est chargé », on insère « § 1^{er}. »

L'article 11, 4e alinéa, point 3^o, est remplacé par « d'examiner les bilans annuels et de formuler toute proposition au Ministre ».

§ 2. A l'article 11, 5e alinéa, avant « ce comité d'accompagnement est composé : », on insère « § 2 ».

§ 3. Les alinéas 6 à 10 de l'article 11, point 1^o à 5^o, sont remplacés par :

« 1^o d'un délégué du Ministre qui assure la présidence du comité;

2^o d'un délégué du Ministre qui a l'action sociale dans ses attributions;

3^o d'un délégué du Ministre qui a la tutelle des communes dans ses attributions;

4^o d'un délégué de l'administration qui assure le secrétariat du comité;

5^o d'un délégué de la Société régionale wallonne du Logement;

6^o d'un délégué de la Cellule d'intégration sociale du Ministère de la Région wallonne. »

Art. 9. L'article 4, § 1^{er}, 3^o, b) et l'article 4, § 1^{er}, 7^o, du présent arrêté entrent en vigueur au 31 décembre 1996.

Art. 10. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
 W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 1731

[C - 27466]

4. JULI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für sozialen Wohnungen

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Dezember 1995 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region, insbesondere seines Artikels 19 Programm 15.04;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für sozialen Wohnungen;

Aufgrund des am 6. Mai 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 13. Mai 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des am 22. Mai 1996 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Aufgrund des am 27. Juni 1996 abgegebenen Gutachtens des Höhen Rates der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Erlaß der Wallonischen Regierung" den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Errichtung von Agenturen für sozialen Wohnungen.

Art. 2 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird § 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Die AfsW hat als Aufgabe die Förderung des Zugangs zu einer gesunden Wohnung für Personen, die in prekären Verhältnissen sind; dazu wird versucht, das Angebot der potentiell verfügbaren Wohnungen dem auf der lokalen Ebene festgestellten sozialen Bedarf bestmöglich anzupassen. Um dieses Ziel zu erreichen, wird von der Agentur eine Höchstzahl von Wohnungen des öffentlichen oder privaten Sektors im Mietsystem behalten, wieder eingeführt oder errichtet."

Art. 3 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird § 1 1^o durch die folgende Bestimmung ersetzt: "Der Beteiligung an den Verwaltungs- und Personalkosten sowie an den Kosten der Förderung ihrer eigenen Tätigkeiten;"

§ 3 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Es darf nur eine AfsW pro Gemeinde tätig sein".

Art. 4 - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1 - Mit dem Einverständnis des in Artikel 11 erwähnten Begleitausschusses kann die Zulassung des Ministers der AfsW, die die folgenden Bedingungen erfüllt, gewährt werden:

1^o das Statut von Vereinigung ohne Erwerbzweck im Sinne des Gesetzes vom 27. Juli 1921, durch das den Vereinigungen ohne Erwerbzweck und den gemeinnützigen Einrichtungen die Rechtspersönlichkeit gewährt wird, annehmen,

2° ihren Aktionsbereich in einer Gemeinde bzw. in mehreren Gemeinden, die zusammen mindestens 50 000 Einwohner zählen, festlegen.

Wenn ihr Aktionsbereich mehrere Gemeinden umfaßt, so sollen diese aneinander angrenzen.

Die Regierung darf von dieser Mindestzahl abweichen, wenn die Bevölkerungsdichte pro km² des durch diese Gemeinden gedeckten Gebiets unter 100 Einwohnern liegt;

3° zu ihren Partnern-Gründungsmitgliedern öffentliche Einrichtungen rechnen, und zwar:

a) zwangsläufig die Gemeinden und die öffentlichen Sozialhilfzentren aus dem Aktionsbereich der AfsW. Jede Gemeinde und jedes öffentliche Sozialhilfzentrum hat mindestens einen Vertreter;

b) mindestens eine von der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) anerkannte Gesellschaft, die auf dem Gebiet der AfsW zuständig ist;

c) gegebenenfalls eine Provinz oder eine interkommunale Gesellschaft;

4° zu ihren Partnern Vertreter des Privatsektors rechnen;

5° eine Geschäftsführungsorgan haben zur Vertretung der Gemeinden und der öffentlichen Sozialhilfzentren, und die einen von der Wallonischen Regierung bezeichneten Vertreter zählt; diese Vertreter tagen mit beschließender Stimme;

6° über einen Mindestpersonalbestand verfügen, das zwei Vollzeitbeschäftigten entspricht und aus einem diplomierten oder im sozialen Bereich erfahrenen Sozialvermittler und einem dem Aufsuchen oder dem Abschließen der Verwaltungs- und Mietverträge zugeteilten Bediensteten besteht; der in Artikel 11 erwähnte Begleitausschuß kann einen größeren Personalbestand je nach der Anzahl der zu verwaltenden Wohnungen und den sozialen Besonderheiten der Mieter vorschlagen;

7° sich verpflichten, eine dauerhafte Tätigkeit zu gewährleisten und, auf eigene Initiative oder auf Initiative der lokalen Behörden, ein ständiges Verzeichnis des Wohnbedarfs der obdachlosen Personen und der unbewohnten Gebäude vorzunehmen, sowie die nötigen Mittel aktiv einzusetzen, damit diese Gebäude belegt werden können;

8° sich verpflichten, dem bzw. den Gemeinderäten, dem bzw. den Räten der Sozialhilfe, den Partnermitgliedern und dem Begleitausschuß einen jährlichen Tätigkeitsbericht und einen halbjährlichen finanziellen Bericht vorzulegen.

§ 2 - Die AfsW, die den in § 1 erwähnten Bedingungen genügt, darf ihren Aktionsbereich auf das Gebiet einer bzw. mehrerer angrenzenden Gemeinden erweitern.

In diesem Fall hat die AfsW ihre Zusammensetzung gemäß den Bestimmungen von § 1 anzupassen."

Art. 5 - Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird wie folgt abgeändert:

Der erste Satz von § 1 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Antrag auf Zulassung zusammen mit dem Beschluß der öffentlichen Einrichtungen-Partner wird von der VoE bei der Verwaltung per Einschreibebrief und gemäß dem vom Minister festgelegten Muster eingereicht."

Art. 6 - § 1 und § 2 von Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1 - Die AfsW kann zu ihren Lasten Arbeiten geringer Bedeutung ausführen lassen."

§ 2 - Wenn das Gebäude durch die Verwaltung für gesundheitsschädlich und verbesserungsfähig anerkannt wird, wird der Beitrag der AfsW zur Renovierung des Gebäudes auf das folgende begrenzt:

die Isolierung und die Bedachung;

die Probleme betreffend die steigende oder drehende Feuchtigkeit;

die Trennwände und die Decken;

die Elektrizität;

die Sanitäreanlagen;

das Außen- und Innenholzwerk;

die Bodenbeläge;

die Heizung.

Die Ausführung dieser Arbeiten unterliegt dem vorherigen Einverständnis des in Artikel 11 erwähnten Begleitausschusses. Der Begleitausschuß verfügt über eine Frist von einem Monat ab dem Empfang des Antrags, um über diesen Antrag zu entscheiden. Am Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als positiv."

Art. 7 - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung wird vor dem Wortlaut "Die AfsW soll eine regelmäßige soziale Begleitung..." der Vermerk "§ 1" hinzugefügt.

In fine wird ein § 2 hinzugefügt: "Die Agentur für soziale Wohnungen hat den ausgewiesenen Mieter bei seiner Suche nach einer neuen Wohnung zu unterstützen."

Art. 8 - § 1 - In Absatz 1 von Artikel 11 wird "§ 1" vor dem Wortlaut "Ein Begleitausschuß wird damit beauftragt" eingefügt.

Artikel 11 Absatz 4 Punkt 3° wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "die jährlichen Bilanz zu untersuchen und dem Minister jeden Vorschlag zu äußern."

§ 2 - In Artikel 11 Absatz 5 wird "§ 2" vor "Dieser Begleitausschuß besteht aus:" eingefügt;

§ 3 - Die Absätze 6 bis 10 des Artikels 11, Punkte 1° bis 5°, werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

1° einem Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses führt;

2° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die sozialen Maßnahmen gehören;

3° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Aufsicht über die Gemeinden gehört;

4° einem Vertreter der Verwaltung, die das Sekretariat des Ausschusses führt;

5° einem Vertreter der "Société régionale wallonne du Logement";

6° einem Vertreter der "Cellule d'intégration sociale" (Zelle für soziale Eingliederung) des Ministeriums der Wallonischen Region."

Art. 9 - Artikel 4 § 1 3° b) und Artikel 4 § 1 7° des vorliegenden Erlasses treten am 31. Dezember 1996 in Kraft.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Juli 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 96 — 1731

[C — 27466]

**4 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993
tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1996, inzonderheid op artikel 19, programma 15.04;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 mei 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 mei 1996;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Vereniging van Waalse Steden, Gemeenten en Provincies, gegeven op 27 juni 1996;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "besluit van de Waalse Regering" het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot oprichting van agentschappen voor sociale huisvesting.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

"Het agentschap voor sociale huisvesting heeft als taak personen die in een precare toestand verkeren de kans te bieden om een gezonde woning te betrekken, door het aanbod van eventueel beschikbare woningen zoveel mogelijk af te stemmen op de plaatselijke sociale behoeften. Daartoe wordt een maximaal aantal woningen uit de openbare en uit de privé-sector door het agentschap in het huursysteem behouden, weer opgenomen of gecreëerd."

Art. 3. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering wordt § 1, 1° vervangen door de volgende bepaling :

"1° tegemoetkoming in de beheers- en personeelskosten alsmede in de kosten voor de bevordering van zijn activiteiten."

§ 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Per gemeente wordt slechts één agentschap voor sociale huisvesting voorzien."

Art. 4. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Met instemming van het in artikel 11 bedoelde begeleidingscomité, kan de Minister het A.S.H. erkennen indien het aan volgende voorwaarden voldoet :

1° het statuut van vereniging zonder winst oogmerk aannemen in de zin van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° zijn territoriale werkingsfeer vastleggen in één gemeente of in meerdere gemeenten die samen minstens 50 000 inwoners tellen.

Indien de werkingsfeer meerdere gemeenten betreft, moeten deze aangrenzend zijn.

Van deze drempel kan door de Regering worden afgeweken indien de bevolkingsdichtheid op het grondgebied van die gemeenten lager is dan honderd inwoners per km²;

3° onder zijn leden-medeoprichters openbare instellingen tellen, namelijk :

a) noodzakelijkerwijs de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn uit de territoriale werkingsfeer van het A.S.H. iedere gemeente en ieder openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt door minstens één afgevaardigde vertegenwoordigd;

b) minstens één maatschappij die door de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) erkend is en voor het grondgebied van het A.S.H. bevoegd is;

c) eventueel een provincie of een intercommunale;

4° partners uit de privé-sector onder hun leden tellen;

5° beschikken over een beheersorgaan waarin vertegenwoordigers van de gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn en één door de Waalse Regering aangewezen vertegenwoordiger met stemrecht zitting hebben;

6° beschikken over minstens twee voltijdse betrekkingen waarvan de ene bestemd is voor een gediplomeerde sociale bemiddelaar of voor een bemiddelaar die het bewijs van zijn ervaring op maatschappelijk vlak kan voorleggen en de andere voor een ambtenaar die belast is met het prospecteren en het sluiten van beheerscontracten en huurovereenkomsten; het in artikel 11 bedoelde begeleidingscomité kan een personeelsuitbreiding voorstellen naar gelang van het aantal te beheren woningen en van de sociale kenmerken van de huurders;

7° zich ertoe verbinden een duurzame activiteit aan de dag te leggen en op eigen initiatief of op dat van de betrokken plaatselijke besturen, een permanente inventaris van de behoeften van de daklozen en een lijst van de leegstaande gebouwen op te maken, en alles in het werk stellen opdat die gebouwen opnieuw bewoond zouden worden;

8° zich ertoe verbinden een jaarlijks activiteitenverslag en een halfjaarlijks financieel verslag aan de gemeenteraad (of gemeenteraden), aan de raad (raden) van maatschappelijk welzijn, en aan het begeleidingscomité voor te leggen.

§ 2. Het A.S.H. dat aan de in § 1 bedoelde voorwaarden voldoet, mag zijn territoriale werkingssfeer uitbreiden tot het grondgebied van één of meerdere aangrenzende gemeenten.

In dat geval moet het A.S.H. zijn samenstelling overeenkomstig de voorschriften van § 1 aanpassen."

Art. 5. Artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering wordt gewijzigd als volgt :

De eerste zin van § 1 wordt vervangen als volgt : "De aanvraag om erkenning moet, samen met de beraadslagingen van de verenigde openbare instellingen, d.m.v. het door de Minister bepaalde formulier, bij aangetekend schrijven door de v.z.w. aan het bestuur gezonden worden."

Art. 6. §§ 1 en 2 van artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering worden vervangen als volgt :

"§ 1. Het A.S.H. kan werkzaamheden van geringe betekenis op eigen kosten laten uitvoeren.

§ 2. Indien het bestuur het gebouw als ongezonder en verbeterbaar beschouwt, blijft de tegemoetkoming van het agentschap voor sociale huisvesting in de renovatie van het gebouw beperkt tot :

- de isolatie en de dakbedekking;
- problemen inzake oprijvende of draaiende vochtigheid;
- de scheidingswanden en plafonds;
- de elektriciteit;
- de sanitaire installaties;
- de binnen- en buitenbetimmering;
- de vloerbedekking;
- de verwarming.

De uitvoering van deze werkzaamheden is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van het in artikel 11 bedoelde begeleidingscomité. Om erover te beslissen beschikt het comité over een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag. Na verloop van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn."

Art. 7. In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering worden de tekens "§ 1." vóór de zin "Het A.S.H. moet voor een geregelde sociale begeleiding..." ingevoegd.

In fine wordt een als volgt luidende § 2 toegevoegd : "Het agentschap voor sociale huisvesting moet een uitgedreven huurder een nieuwe woning helpen zoeken."

Art. 8. § 1. In artikel 11, eerste lid, worden de tekens "§ 1." vóór de zin "Het begeleidingscomité wordt ermee belast" ingevoegd.

Artikel 11, vierde lid, punt 3°, wordt vervangen als volgt : "de jaarbalansen na te zien en ieder voorstel bij de Minister in te dienen."

§ 2. In artikel 11, vijfde lid, worden de tekens "§ 2." vóór de woorden "Dat begeleidingscomité is samengesteld uit :" ingevoegd.

§ 3. In artikel 11 worden de leden 6 tot 10, punt 1° tot 5° vervangen door :

- 1° één afgevaardigde van de Minister, die het voorzitterschap van het comité waarneemt;
- 2° één afgevaardigde van de Minister van Sociale Actie;
- 3° één afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheden het toezicht over de gemeenten behoort,
- 4° één afgevaardigde van het bestuur die het secretariaat van het comité waarneemt;
- 5° één afgevaardigde van de "Société régionale wallonne du Logement";
- 6° één afgevaardigde van de "Cellule d'intégration sociale" (Cei Sociale Integratie) van het Ministerie van het Waalse Gewest."

Art. 9. Artikel 4, § 1, 3°, b en artikel 4, § 1, 7°, van dit besluit treden in werking op 31 december 1996.

Art. 10. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

5 JUILLET 1996. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 1995 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996;

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 1995 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création d'agences immobilières sociales;

Vu l'avis du comité d'accompagnement donné le 14 juin 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 3 juillet 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 portant création des agences immobilières sociales a été modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996;